

Les nouvelles technologies de l'information et les relations Nord-Sud

Guy-Olivier SEGOND, Président du Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève, Rencontre internationale de Bamako2000, jeudi 24 février 2000

résumé - document - en savoir plus

Résumé

Présentant d'abord le contexte de la fin du 20ème siècle, Guy-Olivier Segond l'estime marqué par deux grands traits : la mondialisation des relations de toute nature et la révolution de l'information. Dans ce contexte, l'Afrique a certes des faiblesses (faible taux d'alphabétisation et de connectivité, insuffisance des contenus africains, etc), mais elle possède aussi d'incomparables forces : riche de ses identités culturelles, de ses valeurs sociales, de ses traditions communautaires et de son humanisme spontané et joyeux, chaleureux et solidaire, ayant le sens de l'amitié et du pardon, l'Afrique doit intégrer la Société de l'information afin de faire bénéficier le monde de ses savoirs et de ses valeurs.

A partir de l'exemple du Mali, Guy-Olivier Segond présente les réalisations nécessaires à l'Afrique en matière d'infrastructures, de contenus et d'accessibilité. Selon lui, une distinction doit être respectée : l'Etat doit s'occuper des infrastructures, la société civile se chargeant des contenus.

Document

Au 20ème siècle, pour la première fois dans la longue histoire de l'humanité, l'être humain a vu sa planète de l'espace.

De là-haut qu'a-t-il vu ? Qu'avons-nous tous vu ? Une petite boule perdue dans l'immensité de l'Univers. Avec des couleurs : du bleu, du blanc, du vert. Avec des océans, des nuages et des terres. Mais sans aucune trace des activités humaines.

A cette occasion, les hommes ont réalisé, consciemment ou inconsciemment, que nous habitons une seule planète, une même planète, et que cette planète avait des limites.

Cette prise de conscience collective des hommes et des Etats a conduit à l'émergence de deux notions, la globalité des problèmes et la limite des ressources, reflétées par des ouvrages à succès tels que "Limits to Growth" du Club de Rome ou "Global 2000" de la Maison Blanche de Carter.

Cette globalisation des problèmes s'est accompagnée d'une mondialisation de l'économie : les longues négociations du GATT se sont finalement conclues, à Genève, par la suppression des différentes entraves au commerce mondial et par la création de l'OMC.

Aujourd'hui, le principe de la libre circulation des biens, des capitaux et des services est adopté par une majorité des Etats, même si les vitesses et les degrés de réalisation de ce principe varient encore selon les différentes régions du monde.

Cette mondialisation de l'économie provoque la suppression de millions d'emplois dans le Nord, mais elle crée des millions d'emplois dans le Sud. Au total, elle crée, sur la planète, plus d'emplois qu'elle en supprime. Mal comprise et mal acceptée, elle conduit, au plan mondial, à une nouvelle répartition des activités, des emplois et des richesses entre le Nord et le Sud de la planète.

Cette mondialisation de l'économie s'accélère continuellement grâce aux nouvelles

technologies de communication et, en particulier, grâce au formidable développement des réseaux et des terminaux.

Dans le monde entier, le nombre de réseaux de communication explose : réseaux en câble coaxial et réseaux en fibre optique, réseaux matériels et réseaux immatériels, réseaux sur terre et réseaux autour de la terre... La capacité de transmettre de l'information devient quasi illimitée.

L'évolution des terminaux est tout aussi impressionnante : le téléphone, le fax, la télévision, l'ordinateur vont bientôt fusionner en un seul terminal. Et, un jour, le clavier des terminaux sera remplacé par une commande vocale.

Cette nouvelle évolution industrielle donne naissance à une nouvelle société annoncée par CNN et Internet : la société de l'information, dans laquelle, chacun, grâce aux nouvelles technologies de communication, pourra produire, enregistrer, traiter et diffuser de l'information, sous forme orale, écrite ou visuelle, sans limite de temps, de distance ou de volume.

La révolution de l'information ajoute donc de nouvelles dimensions à l'intelligence humaine. Et elle modifiera fondamentalement de vivre, d'apprendre et de travailler, en bouleversant les pouvoirs traditionnels, la politique, l'économie et le social... mais aussi l'école, les médias et la vie culturelle.

Comme toute révolution, la révolution de l'information entraînera instabilité et insécurité. Mais elle offrira aussi des occasions nouvelles, des chances nouvelles pour les citoyens, les consommateurs, les créateurs, les entreprises, les écoles, les administrations, l'Etat...

Si nous savons saisir ces chances, si nous savons maîtriser les changements qui s'annoncent, nous aurons l'occasion de construire une nouvelle société, une société donnant de meilleures chances à chacun d'entre nous.

Quelle sera la place du Sud dans cette nouvelle société ? Quel sera le rôle de l'Afrique ? Pourquoi le président Alpha Oumar Konaré et moi-même avons-nous décidé d'agir ? Quel est le rôle de Genève, qui abrite le siège mondial de nombreuses organisations internationales qui sont au cœur de la société de l'information ?

Tels sont les points dont j'aimerais maintenant vous entretenir quelques instants.

Il y a 15 ans, j'étais maire de Genève.

En novembre 1985, j'ai accueilli dans cette ville la première rencontre entre Ronald Reagan et Mikhail Gorbatchev. Cette rencontre au sommet marquait la fin de la rivalité Est-Ouest et annonçait le début de la problématique Nord-Sud.

Cette rencontre a été importante pour le monde. Et elle a eu de réelles conséquences pour ma ville : longtemps demeurée neutre entre l'Est et l'Ouest, Genève a dû rapidement trouver une nouvelle position entre le Nord et le Sud en s'appuyant sur le fait que la Suisse n'avait jamais conduit de guerre de conquête et qu'elle ne s'était pas lancée dans l'aventure coloniale.

C'est ainsi que Genève - ville francophone dont le maire, Monsieur Manuel Tornare, est avec nous - est aujourd'hui, avec l'OMC, au centre de la mondialisation de l'économie et, avec l'UIT, au cœur de la société de l'information.

Il y a 5 ans, inaugurant à Genève l'exposition TELECOM 95 - qui est la plus grande exposition au monde -, Nelson Mandela a solennellement mis en garde tous ceux qui pensaient qu'Internet et les nouvelles technologies de l'information étaient les clés d'un avenir radieux pour toute la planète et pour tous ses habitants.

"Non, disait Nelson Mandela, la société de l'information ne va pas réduire le fossé Nord-Sud : elle va l'élargir. Et il est inutile de parler probablement de la société mondiale de l'information

si l'Afrique n'y est pas pleinement intégrée."

Aujourd'hui, la réalité est là : à l'heure de la mondialisation de l'économie, Internet est incontournable. Mais la grande majorité des pays du Sud rencontrent de nombreux problèmes pour se connecter et surfer sur le Net, qui est une affaire du Nord : les pays riches, avec 19% de la population mondiale, rassemblent 91% des utilisateurs d'Internet...

Comment aider les populations du Sud à être dans le coup ? Comment les sensibiliser aux nouvelles technologies ? Comment mettre à leur disposition les infrastructures nécessaires ? Comment leur permettre d'acquérir les ordinateurs qui représentent plusieurs années de salaires ? Comment leur permettre de connaître toutes les subtilités du surf et du mail ? Comment maîtriser les logiciels ? Comment créer des contenus ? Comment faire appel à des réseaux de dépanneurs ? Comment former des utilisateurs ? Et, last but not least, avec quels moyens financiers ?

C'est pour essayer de répondre à toutes ces questions que le président Konaré et moi-même avons pris l'initiative d'organiser deux rencontres centrées sur l'Afrique : la première, celle de Genève, qui a eu lieu il y a 4 ans, et la deuxième, celle de Bamako, qui réunit aujourd'hui acteurs du terrain et décideurs du secteur public et du secteur privé.

A l'issue de la rencontre de Genève est né le réseau ANAIS, qui aide les acteurs du terrain à utiliser les nouvelles technologies de l'information et à réaliser des projets de développement recourant à Internet. Animé par la Fondation du Devenir - qui siège à Genève, sous la présidence d'Alain Clerc et de Louise Lassonde -, le réseau ANAIS est actif dans 6 pays africains, le Bénin, le Burkina-Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali et le Sénégal. Et c'est lui qui a organisé BAMAKO 2000, sous la houlette de Pascal Baba Couloubaly, l'excellent directeur de cabinet du Président de la République du Mali et le nouveau Ministre de la culture.

BAMAKO 2000 est construit selon une formule originale : cette rencontre réunit en effet les acteurs du terrain - qui ont souvent les informations, mais pas le pouvoir de décision - et les responsables du secteur public et du secteur privé - qui ont le pouvoir de décision, mais qui n'ont pas toujours les informations nécessaires.

Au cours des deux premières journées, une série d'ateliers a permis de faire la part entre les mythes et les réalités en dressant un état des lieux, concret et critique, de l'apport des nouvelles technologies de l'information au développement durable.

Comment résumer ces travaux conduits par plus d'un millier de participants dans une atmosphère d'amitié, de fraternité et de solidarité ?

Commençons par le commencement. Et parlons d'abord des forces et des faiblesses de l'Afrique.

Les faiblesses de l'Afrique sont bien connues :

- le faible taux d'alphabétisation de la population ;
- le faible niveau de connectivité ;
- le coût trop élevé des équipements de connexion ;
- l'insuffisance des compétences dans la conception et la réalisation des réseaux ;
- l'insuffisance des contenus locaux, nationaux et continentaux ;
- l'insuffisance dans la formation et le support aux utilisateurs.

Si l'Afrique a donc de véritables faiblesses, elle a aussi des forces bien réelles, qui peuvent lui donner de solides atouts dans la bataille des contenus : à la richesse financière de l'Occident répond, bien sûr, la pauvreté matérielle de l'Afrique. Mais à la pauvreté sociale de l'Occident répond à la richesse humaine de l'Afrique.

Oui, l'Afrique est riche de ses populations, de ses langues, de ses savoirs. Oui, l'Afrique est riche de ses identités culturelles, de ses valeurs sociales, de ses traditions communautaires. Oui, l'Afrique est riche de ses agriculteurs et de ses artisans, de ses entrepreneurs et de ses artistes, de ses femmes et de ses jeunes. Oui, l'Afrique est riche car elle sait vivre et conserver ce que l'Occident a perdu, son humanisme spontané et joyeux, chaleureux et solidaire, ayant le sens de l'amitié et du pardon.

C'est pourquoi l'Afrique ne doit pas seulement se connecter à Internet pour accéder au savoir universel : elle doit surtout se connecter à Internet pour faire partager au monde les savoirs africains.

Sachant que les faiblesses de l'Afrique sont surtout dans les infrastructures et que ses forces sont surtout dans le potentiel des contenus, quel programme d'action peut-on définir ?

Prenons l'exemple du Mali.

Dans le domaine des infrastructures, le Mali a décidé de mettre en œuvre un programme de réforme du secteur des télécommunications avec la collaboration de l'Union internationale des télécommunications et de la Banque mondiale. Ce programme, qui s'étend sur trois ans, doit permettre la mise en place d'un cadre juridique, sûr et stable, attirant l'investissement privé et garantissant une concurrence juste, transparente et non discriminatoire pour un développement harmonieux, sur tout le territoire, d'infrastructures adaptées aux besoins des populations.

Dans le domaine des contenus et d'une démocratisation de l'accès de tous aux nouvelles technologies de l'information, le Mali a décidé de lancer un programme visant à raccorder les 701 communes du pays à Internet, les branchant les unes aux autres, les branchant à l'administration centrale et les branchant au monde, rendant ainsi le savoir universel accessible à chacun tout en permettant aux savoirs africains de s'étendre sur toute la planète.

Ce programme, lancé par le président Alpha Oumar Konaré, est un programme ambitieux, mais il est à la portée du Mali, qui, pour les contenus, est au carrefour de la tradition et de la modernité comme le montrent symboliquement, les histoires de 3 personnalités bien connues des populations :

- d'abord, Jeli Baba SISSOKO, le conteur qui, depuis 40 ans, conduit l'émission radiophonique la plus populaire, incarne la tradition africaine de la veillée et des contes ;
- ensuite, Salif KEITA, le chanteur, qui a répandu sur toute la planète la musique, les chants et les rythmes du Mali et de l'Afrique, est au carrefour de la tradition et de la modernité ;
- enfin, Cheick Modibo DIARRA, l'enfant de Ségou qui pilote les sondes de la NASA vers Venus, Jupiter, Mars et le Soleil, incarne la modernité.

Ces 3 personnalités montrent bien, symboliquement, que le Mali possède toute la gamme des contenus possibles, qui sont des contenus africains.

Peut-on alors généraliser l'exemple malien à toute l'Afrique ?

J'en suis convaincu si l'on distingue clairement le rôle de l'Etat - qui doit principalement porter sur les infrastructures - du rôle de la société civile - qui doit principalement créer des contenus qui soient spécifiquement africains.

Dans le domaine des infrastructures, l'Afrique représente un formidable potentiel de développement parce que tout est à faire et parce que tout le continent peut profiter de l'absence d'infrastructures pour faire un saut de génération technologique. A cet égard, il faut souligner l'intérêt du projet RASCOM, conçu par 44 Etats africains, qui vise à desservir par satellite 500.000 terminaux ruraux, répartis sur tout le continent, pour un coût total de 550 millions de dollars.

Par ailleurs, sur le plan national, les Etats et les collectivités publiques, tout en développant des dispositifs de veille technologique, doivent conduire une action plus incitatrice qu'interventionniste, plus régulatrice que réglementaire, utilisant l'initiative privée et la concurrence, pour démocratiser l'accès à des infrastructures et des équipements diversifiés et adaptés aux besoins des populations.

Dans le domaine des contenus - qui, encore une fois, doivent être des contenus africains -, le rôle essentiel doit être joué par les milieux privés, qu'ils soient économiques ou sociaux, écologiques ou culturels, académiques ou associatifs. C'est en effet la société civile qui peut le mieux prendre en compte les aspirations des citoyens et veiller à ce que les usages des nouvelles technologies de l'information répondent réellement aux besoins essentiels des populations.

Dans cette perspective, il faut souligner le rôle des femmes : non seulement les femmes sont la majorité de la population, mais elles sont généralement les piliers de la communauté et de l'économie tout en étant les principaux relais pour l'alimentation, l'éducation, la santé et la transmission des valeurs sociales et culturelles.

Telles sont les principales conclusions que nous pouvons tirer, pour l'Afrique, de nos travaux.

Hier, c'était la Rencontre de Genève, qui a mis en évidence les relations entre la Suisse et le Mali. Aujourd'hui, c'est BAMAKO 2000 qui met en évidence les relations entre l'Europe et l'Afrique. Demain, ce sera Kuala Lumpur, qui mettra en évidence les relations entre le Nord et le Sud de la planète.

Ce processus est en cours. Il est ample. Il est puissant. Et il se renforce chaque jour car il part de la base pour gagner le sommet en réunissant acteurs du terrain et décideurs du secteur public et du secteur privé.

Il aboutira un jour à un sommet mondial de la société de l'information, qui devra poser pour toute la planète, du Nord au Sud, les règles du jeu, fondées sur les Droits de l'Homme, garantissant le libre-accès de chacun au savoir universel, la liberté d'expression et de création, la promotion de la diversité linguistique et culturelle et le respect de l'ordre public international.

C'est là mon vœu. C'est là mon espoir. Pourquoi ne pas le concrétiser au cœur de la société de l'information, à Genève, en 2003, au moment où l'Union internationale des télécommunications - dont le secrétaire général, Monsieur Yoshio Utsumi, est avec nous - organisera, une nouvelle fois, la plus grande exposition mondiale, TELECOM 2003, qui est la vitrine de la société de l'information ?

Il est temps de conclure.

Dans le monde entier, Internet et la société de l'information provoquent des réactions diverses, allant des peurs les plus fondamentales aux espérances les plus folles.

Entre l'extase et l'effroi, il faut garder la tête sur les épaules : un instrument n'est pas une culture, une information n'est pas un savoir, un outil technologique n'est pas un destin.

Pour l'Afrique - qui n'a pu participer à aucune des révolutions scientifiques ou techniques qui ont marqué les progrès de l'humanité -, la société de l'information est un formidable défi, mais aussi une extraordinaire opportunité.

Bien sûr, nombreux sont ceux qui, pensant à la faiblesse des infrastructures, disent que l'Afrique a raté son rendez-vous avec la société de l'information. Ils oublient que l'Afrique est le seul continent à avoir un patrimoine culturel aussi riche, vécu depuis aussi longtemps, et que cela donne un formidable potentiel de contenus.

A tous ceux qui disent : "L'Afrique est dépassée", il faut répondre, avec Amadou Hampaté Bâ, "Non, ce n'est pas l'Afrique qui est dépassée. C'est vous qui n'êtes pas arrivés."

Vous le voyez, j'ai confiance dans l'Afrique et dans son avenir. A une seule condition : que l'Afrique, elle aussi, ait confiance, confiance en elle-même, qu'elle quitte la mentalité de l'assistance pour l'esprit d'indépendance, qu'elle passe du conformisme de la pensée unique à la liberté d'esprit, qu'elle prenne son destin en main et qu'elle s'unisse.

C'est à ce prix que l'Afrique bâtira un avenir sans précarité alimentaire et sans guerre fratricide, un avenir où chaque village aura son école et son télécentre et où chaque famille aura son robinet d'eau potable et son ampoule électrique alimentée par un barrage, une éolienne ou des panneaux solaires.

C'est à ce prix que l'Afrique préservera ce qu'elle a de plus précieux, ses populations, ses valeurs, ses traditions, sa culture.

Et c'est à ce prix que le 21ème siècle sera le siècle de l'Afrique.

Guy-Olivier Segond

Président du Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève
Bamako le 24 février 2000

En savoir plus
Sur ce site



Discours de Guy-Olivier Segond "Les nouvelles technologies de l'information et de la communication : un défi pour l'Europe, un pari pour l'Afrique et une raison pour relancer la coopération Nord-Sud", Genève 1996

Qui est qui ? Réseau ANAIS

Site - Extraits du site du réseau ANAIS (février 2001)

Site - Extraits du site de la Rencontre Bamako2000 (février 2001)

source - Réseau ANAIS - Bamako2000

haut de page


[Communiqués de presse](#)
[Nouvelles de l'UIT](#)
[Calendrier des événements](#)
[Contacts de presse](#)
[Photothèque](#)
[Archives pour les médias](#)

Note d'information à la presse

Union internationale des télécommunications Pour diffusion immédiate

Téléphone: +41 22 730 6039

Téléfax: +41 22 730 5939

E-mail: pressinfo@itu.int

Guy-Olivier Segond nommé Ambassadeur spécial pour le Sommet mondial sur la société de l'information

Genève, 4 février 2002 – M. Guy-Olivier Segond, ancien président du Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève, a été nommé Ambassadeur spécial pour le Sommet mondial sur la société de l'information dont la première phase se tiendra à Genève du 10 au 12 décembre 2003.

«En raison de ses compétences bien établies, de sa grande expérience dans les relations avec les dirigeants du monde entier et de son étroite participation aux travaux préparatoires du Sommet à ce jour, je suis convaincu que l'action de M. Segond pourra avoir un effet essentiel sur la réussite de cette rencontre mondiale» a déclaré M. Yoshio Utsumi, Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications et Président du Comité d'organisation de haut niveau (HLSOC) chargé de l'organisation du Sommet.

Monsieur Guy-Olivier Segond est une personnalité politique suisse qui, dans ses différents mandats électifs de membre du Parlement fédéral, de Maire de Genève et de Président du Conseil d'Etat de Genève, s'est toujours engagé en faveur de la coopération internationale.

Attentif aux Droits de l'Homme, au développement durable et à la fracture numérique, Monsieur Guy-Olivier Segond a participé à diverses conférences et réunions visant à mettre les nouvelles technologies au service du développement humain. C'est ainsi qu'il a co-présidé avec Son Excellence Monsieur Alpha Oumar Konare, président du Mali, la conférence de Bamako 2000. En outre, il a activement participé à la réunion à haut niveau du Conseil économique et social consacrée aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, qui a contribué à la Déclaration du Millenium et à la résolution 56/183, votée par l'Assemblée générale le 21 décembre 2001, relative au Sommet mondial sur la Société de l'information.

En tant qu'Ambassadeur spécial du Sommet, M. Segond sera chargé de contacts de haut niveau avec les gouvernements et institutions du système des Nations Unies pour les sensibiliser à l'importance du Sommet. Il aura également la charge des contacts avec les dirigeants du secteur privé afin de les associer aux préparatifs du Sommet tant sur le plan du contenu que sur le plan financier. Enfin, il veillera à la promotion du Sommet auprès des médias tout en participant aux réunions et manifestations s'y rapportant.

«Ma nomination au titre d'Ambassadeur spécial du Sommet mondial sur la Société de l'information est un grand honneur et un défi de taille: mobiliser tous les dirigeants de la planète en peu de temps exigera un engagement fort, clair et constant» a affirmé M. Segond. «Pour le développement humain, l'enjeu est de taille. C'est pourquoi j'entends relever le défi et mener à bien cet important mandat afin de faciliter l'avènement de la Société de l'information pour tous».

Le Sommet mondial tendra à la définition d'une vision et d'une compréhension communes de la société de l'information qui touche tous les domaines de l'activité humaine. Il examinera les moyens de mettre la révolution de l'information au service du développement humain contre la fracture numérique. A cet effet, il adoptera une Déclaration de principes et un plan d'action stratégique de développement concerté. Le Sommet mondial aura lieu en deux phases, à Genève en décembre 2003 et à Tunis en 2005. Il sera préparé par un processus intergouvernemental ouvert aux organisations internationales, aux organisations non-gouvernementales, au secteur privé et à la société civile. Ce processus intergouvernemental sera conduit par une Commission préparatoire et sera accompagné par des conférences régionales et des réunions thématiques. Il faudra établir un plan d'action stratégique de développement concerté permettant de concrétiser cette vision. Ainsi, le Sommet sera l'occasion unique de rassembler la communauté mondiale au plus haut niveau et de mieux appréhender la

révolution et son impact, puisqu'il rassemblera des chefs d'État, des chefs d'institutions spécialisées des Nations Unies, des capitaines de l'industrie, des représentants des organisations non gouvernementales et des médias et enfin les porte-parole de la société au sens large.

Les thèmes proposés pour le Sommet seront discutés lors de la première réunion de la Commission préparatoire (PrepCom) qui se tiendra du 1^{er} au 5 juillet 2002 à Genève. Ils porteront sur les éléments correspondant aux problèmes essentiels que pose la société de l'information, dont:

- la mise en place des infrastructures
- la création de débouchés: parvenir à un accès universel et équitable à la société de l'information
- les services et applications
- les besoins des utilisateurs
- la définition d'un cadre général
- les TIC, l'enseignement et la santé

Chacun des thèmes sera traité sous tous les angles (développement, aspects économiques, politiques, sociaux, culturels et technologiques, etc.).

L'initiative du Sommet remonte à la Conférence de plénipotentiaires de 1998 de l'UIT, institution spécialisée des Nations Unies chargée des télécommunications. Du fait que les télécommunications sont appelées à jouer un rôle essentiel dans la nouvelle société de l'information, l'action de l'UIT sera déterminante dans la planification et l'organisation de ce Sommet, en étroite collaboration avec tous les acteurs de la société de l'information.

Pour d'autres informations sur le SMSI, cliquez [ici](#)

[A propos de l'UIT](#)

Début de page - Commentaires - Contactez-nous - Droit d'auteur © UIT 2002 Tout droits réservés

Contact pour cette page : Service de presse et information publique

Mis à jour le 2002-05-30

Bamako 2002 Conference**SOMMET MONDIAL SUR LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION****CONFÉRENCE RÉGIONALE AFRICAINE****L'AFRIQUE EST PAUVRE EN INFRASTRUCTURES
MAIS RICHE EN CONTENUS**

Allocution de clôture de la Conférence régionale africaine, par Monsieur Guy-Olivier Segond
Ambassadeur spécial pour le Sommet mondial sur la société de l'information

(Bamako, Mali - 30 mai 2002)

Il y a 7 ans, inaugurant à Genève l'exposition TELECOM, Nelson Mandela a solennellement mis en garde tous ceux qui pensaient que l'Internet et les nouvelles technologies de l'information étaient les clés d'un avenir radieux pour toute la planète et pour tous ses habitants.

" Non, non et non, disait Nelson Mandela, la société de l'information ne va pas réduire le fossé Nord-Sud : elle va l'élargir. Et il est inutile de parler globalement de la société mondiale de l'information si l'Afrique n'y est pas pleinement intégrée. "

Aujourd'hui, 7 ans plus tard, la réalité est là : à l'heure de la mondialisation de l'économie, l'Internet est incontournable. Mais la grande majorité des pays du Sud rencontrent de nombreux problèmes pour se connecter et surfer sur le Net, qui est une affaire du Nord...

*
**

Comment partager la société de l'information avec l'ensemble de l'humanité ? Comment aider les populations du Sud à être dans le coup ? Comment mettre à disposition des infrastructures adaptées ? Comment maîtriser les logiciels ? Comment créer des contenus locaux ? Comment former des formateurs ? Et, last but not least, avec quels moyens financiers ?

Interpellés par Nelson Mandela, par cette injustice fondamentale, par cette série de questions sans réponses, le Président Konaré et moi-même avons pris l'initiative d'organiser 2 rencontres centrées sur l'Afrique.

La première rencontre a eu lieu à Genève, en 1996, un an après le discours de Nelson Mandela : mesurant l'importance des contenus, cette rencontre avait pour but de lancer une démarche destinée à faciliter la pleine participation de la société civile, principale créatrice de contenus. Et elle a débouché sur la mise en place d'un réseau, le réseau Anaïs, réunissant, dans plus de 10 pays africains, des centaines d'acteurs de la société civile.

Quatre ans plus tard, sur la base de l'expérience concrète acquise par le réseau Anaïs, ce fut BAMAKO 2000. Là, ce fut un débat, constructif et fructueux, sur les principes directeurs et les enjeux de la société de l'information pour l'Afrique. Les conclusions de BAMAKO 2000 donnaient une place centrale à la culture et à la connaissance. Elles mettaient en valeur la richesse et la diversité des patrimoines de communautés africaines, marginalisées dans l'économie mondialisée. Et elles soulignaient l'importance de diversifier l'offre technologique pour la mise au point de solutions adaptées aux conditions des pays en développement.

*
**

GENEVE 96 et BAMAKO 2000, c'était 2 rencontres mettant en évidence les liens entre 2 continents aux cultures diverses, l'Afrique et l'Europe.

Il fallait encore donner à ces travaux, à ces propositions, à ces conclusions une portée universelle en impliquant la communauté internationale et les Nations Unies.

Porteurs de la légitimité qui s'incarnait dans le large consensus dégagé à BAMAKO 2000 par les représentants de 50 Etats africains, le Président Konaré et moi-même avons présenté le travail accompli à la session spéciale de l'ECOSOC - le Conseil économique et social des Nations Unies - à New-York, au début de l'été 2000.

Et à l'automne 2000, alors que le Président Konaré présidait le Conseil de sécurité, les objectifs de la Déclaration du Millenium et les moyens proposés pour les atteindre faisaient une large place aux technologies de l'information annonçant le Sommet mondial sur la société de l'information, proposé par la Tunisie à l'UIT et finalement décidé formellement par l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 décembre 2001.

*

**

A la différence des Sommets mondiaux du 20ème siècle - qui réunissaient formellement les seuls Chefs d'Etat et chefs de gouvernements -, le Sommet mondial sur la société de l'information réunira, pour la première fois dans l'histoire des Nations Unies, les Etats nationaux et les organisations internationales, bien sûr, mais aussi le secteur privé et la société civile.

Placé sous la haute autorité de Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies, emmené par Yoshio Utsumi, Secrétaire général de l'UIT, et un comité de haut niveau réunissant les directeurs généraux des agences des Nations Unies, le Sommet mondial dispose :

- a) d'un Secrétariat exécutif, basé à Genève, dirigé par Monsieur Pierre Gagné (Canada) et organisé en 4 divisions (organisations internationales ; Etats nationaux ; secteur privé ; société civile) ;
- b) d'une cellule de travail de l'Etat hôte, conduite par l'Ambassadeur Daniel Stauffacher, délégué spécial du gouvernement suisse ;
- c) d'un Ambassadeur spécial, chargé des contacts avec les institutions du système des Nations Unies, avec les gouvernements nationaux et avec les dirigeants du secteur privé et de la société civile, fonction que j'assume.

Sur le plan politique, le Sommet mondial est préparé par un processus intergouvernemental, conduit par une Commission préparatoire (PrepCom), réunissant les 190 Etats membres de l'ONU, dont les sessions sont ouvertes aux organisations internationales, aux organisations non gouvernementales, aux entreprises du secteur privé et à la société civile.

Enfin, les sessions de la Commission préparatoire (PrepCom) sont accompagnées de Conférences régionales, en principe une par grande région du monde. Et la première Conférence régionale, c'est la Conférence régionale africaine, qui nous a réunis ces derniers jours ici, à Bamako !

*

**

Cette conférence régionale africaine est la première manifestation officielle du Sommet mondial : elle lance le processus préparatoire et, à sa manière africaine, amicale, chaleureuse, spontanée, elle donne au Sommet sa tonalité, sa couleur, sa personnalité !

J'aimerais donc remercier, au nom du Sommet mondial et de l'UIT, tous ceux et toutes celles qui ont préparé cette conférence régionale, qui ont réfléchi, organisé et travaillé depuis le début de cette année.

Merci aux autorités maliennes, emmenées par le Président Konaré !

Merci Monsieur le Premier Ministre, à votre gouvernement et à votre administration ! Merci à votre mission pour les nouvelles technologies et à son chef, Lamine Diallo, Secrétaire général de BAMAKO 2002 !

Merci à la Commission économique pour l'Afrique et, en particulier, à Madame Karima Bounemra Ben Soltane !

Merci à l'Union internationale des télécommunications et, en particulier, à Monsieur Yoshio Utsumi, Secrétaire général, et à Monsieur Hamadoun Touré, Directeur du Bureau de développement des télécommunications !

Merci à l'Union européenne et, en particulier, à son ambassadeur, Monsieur Carlo Trojan !

Merci à la Suisse, et en particulier, à Monsieur Walter Fuest, Directeur de la coopération au développement.

Merci à la Fondation du devenir, à ses deux co-présidents, Louise Lassonde et Alain Clerc, et à toute leur équipe dynamique !

Merci à tous et à chacun : ces dernières semaines, ils ont tous contribué, intellectuellement, financièrement, administrativement, au succès de cette Conférence régionale, sachant être au four et au moulin ... sans jamais tomber dans le pétrin !

*

**

La Conférence régionale africaine qui nous a réunis à Bamako est importante, à la forme et au fond.

A la forme, elle concrétise - y compris dans la formation de son bureau - une formule originale, celle qui réunit, bien sûr, les gouvernements, le secteur privé et la société civile, mais aussi celle qui réunit les acteurs de terrain - qui ont souvent les informations, mais pas le pouvoir de décision - et les décideurs du secteur public et du secteur privé - qui, eux, ont le pouvoir de décision, mais qui n'ont pas toujours toutes les informations nécessaires.

Au fond, quelles sont les grandes leçons que l'on peut tirer de ces trois jours de débats et de discussions ?

J'en vois plusieurs : les unes sont générales, les autres sont spécifiquement africaines.

Commençons par les leçons générales, qui sont, je le crains, autant de vérités d'évidence - mais, comme vous le savez, le génie politique consiste souvent à proférer une évidence en ayant l'air de faire une découverte !

Il y a 3 conclusions principales à tirer de nos discussions :

- d'abord, la société de l'information ne peut pas se mettre en place du haut vers le bas, à travers les institutions et les hiérarchies officielles : elle doit se mettre en place de bas en haut, et elle doit être l'affaire de la société civile tout entière ;
- ensuite, il faut impliquer réellement le Sud dans la définition des règles de la société de l'information et veiller à ce qu'elle garantisse la diversité des approches et des cultures ;
- enfin, en regardant la salle ou la table officielle, on voyait comme souvent, comme toujours, beaucoup d'hommes et peu de femmes ! C'est une erreur : la société de l'information doit donner une vraie place aux femmes. Les femmes ne sont pas seulement la majorité de la population mondiale : elles sont surtout les piliers de la communauté et de l'économie tout en étant les principaux relais pour l'alimentation, l'éducation, la santé et la transmission des valeurs sociales et culturelles.

*

**

Quelles sont alors les conclusions particulières, spécifiques, que l'on peut tirer pour l'Afrique ?

Commençons d'abord par les faiblesses de l'Afrique. Et regardons ensuite ses forces.

Les faiblesses de l'Afrique sont bien connues : faible taux d'alphabétisation, faible niveau de connectivité, coût trop élevé des équipements, insuffisance des compétences, insuffisance de contenus locaux, insuffisance de la formation...

Il y a aussi des faiblesses dans les infrastructures. Je ne m'y attarde pas : des solutions largement diversifiées existent. Et nous connaissons la recette nécessaire pour un plein déploiement, comme l'a montré le rapport sur le développement des télécommunications, présenté par l'UIT à Istanbul.

Il faut

- un cadre juridique, sûr et stable, attirant l'investissement privé et garantissant une concurrence juste et transparente ;
- la privatisation, totale ou partielle, des opérateurs publics ;
- la mise en place d'organismes de régulation, réellement indépendants ;
- une bonne diversification des solutions techniques ;
- et, au début, des cartes de prépaiement pour permettre à ceux qui n'ont pas les moyens de s'abonner d'accéder au réseau.

*
**

Si l'Afrique a donc de véritables faiblesses, elle a aussi des forces bien réelles, qui peuvent lui donner de solides atouts dans la grande bataille, la bataille des contenus.

Chacun de nous le sait : à la richesse financière de l'Occident répond la pauvreté matérielle de l'Afrique. Mais à la pauvreté sociale de l'Occident répond la richesse humaine de l'Afrique.

Oui, l'Afrique est riche.

Elle est riche de sa population, de ses langues, de ses savoirs. Elle est riche de ses identités culturelles, de ses valeurs sociales, de ses traditions communautaires. Elle est riche de ses agriculteurs et de ses artisans, riche de ses entrepreneurs et de ses artistes, riche de ses femmes et de ses jeunes.

Oui, l'Afrique est riche, riche car elle sait vivre ce que l'Occident a perdu, son humanisme, spontané et joyeux, chaleureux et solidaire, cultivant le sens de l'amitié et de la communauté.

C'est pourquoi l'Afrique ne doit pas seulement se connecter à l'Internet pour accéder au savoir universel. Bien sûr, c'est important. Mais l'Afrique doit aussi se connecter à l'Internet pour faire partager au monde les savoirs africains !

*
**

C'est bien, mais c'est théorique - me direz-vous.

Je ne le crois pas.

Au contraire, je suis convaincu que l'Afrique est au carrefour de la tradition et de la modernité, comme le montrent de nombreux exemples, à commencer par la belle affiche qui annonce cette conférence régionale :
- dans sa moitié supérieure, c'est le mur, le mur en terre, d'une maison traditionnelle du Burkina Faso...
- et, dans sa moitié inférieure, répond à cette architecture traditionnelle africaine... l'architecture contemporaine d'une puce électronique !

Pensez aussi aux personnalités africaines qui sont des modèles pour les jeunes !